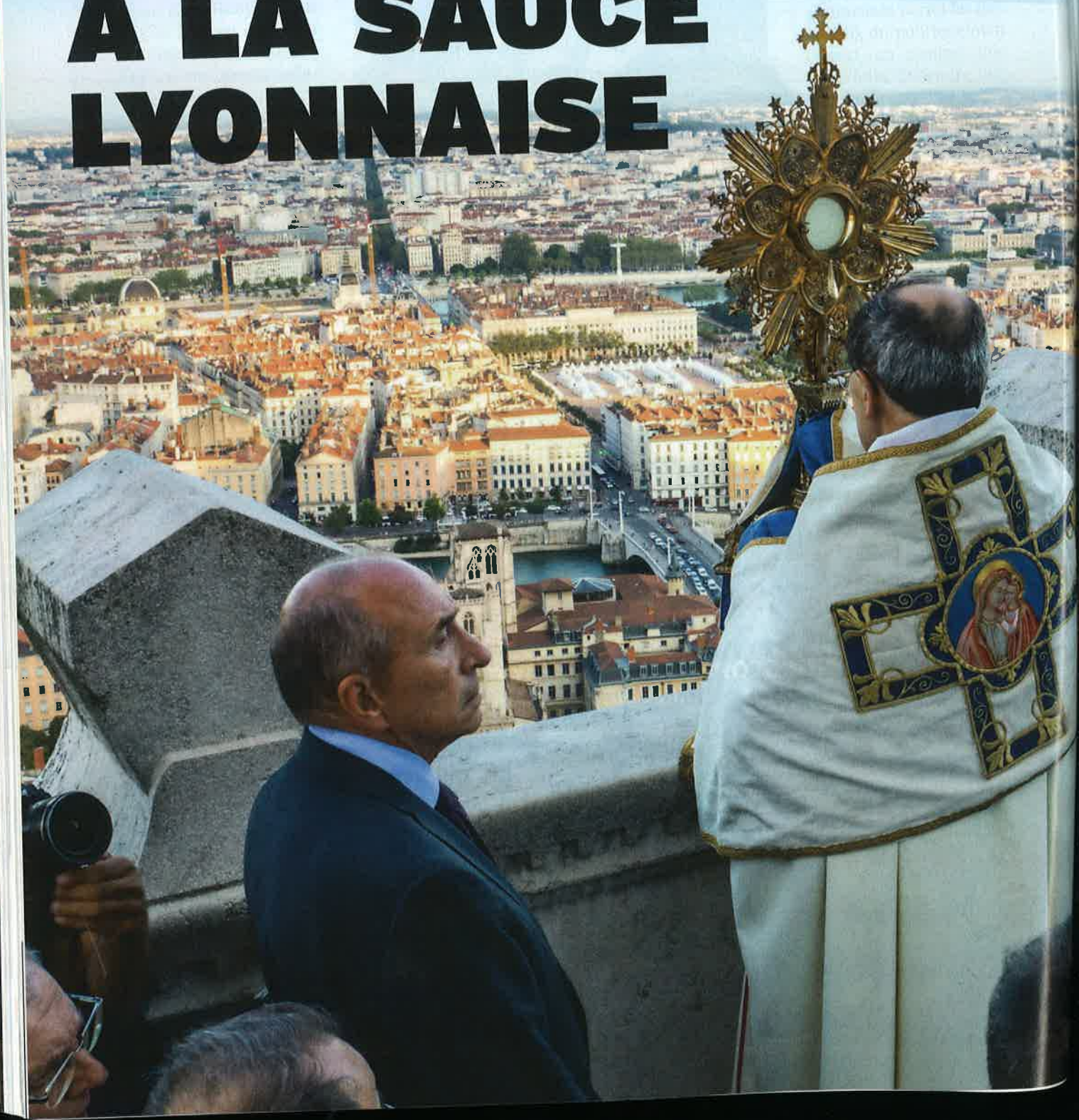
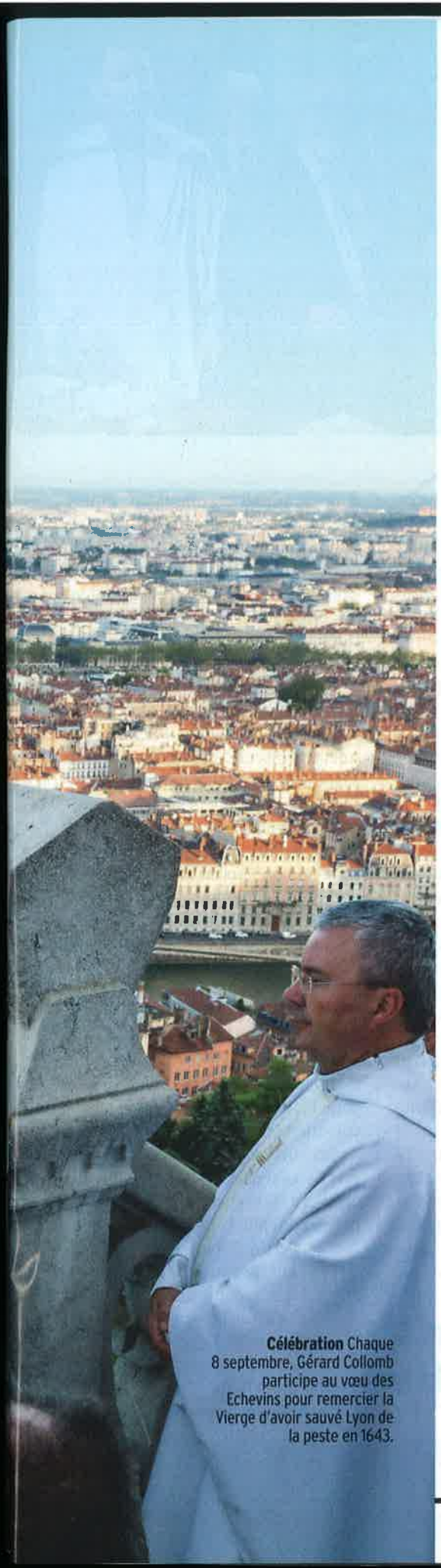
FRANCE

# LA LAÏCITÉ À LA SAUCE LYONNAISE





**Célébration** Chaque 8 septembre, Gérard Collomb participe au vœu des Echevins pour remercier la Vierge d'avoir sauvé Lyon de la peste en 1643.

N. LIPONNE/WOSTOK PRESS/MAXPPP

Ex-maire de la capitale des Gaules, le ministre de l'Intérieur et des Cultes, Gérard Collomb, a développé une pratique ouverte des relations entre les religions et la République. Une indication pour la politique nationale ?

***par Thierry Dupont***

Le sermon n'est pas passé inaperçu. Le 8 septembre dernier, l'archevêque de Lyon, Mgr Philippe Barbarin, célèbre la messe des Echevins en la basilique Notre-Dame de Fourvière. Une cérémonie annuelle au cours de laquelle les élus locaux viennent solennellement remercier la Sainte Vierge d'avoir sauvé la cité de la peste en 1643. Dans l'assistance, on remarque la présence de Laurent Wauquiez, président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, et, surtout, celle du ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb. Maire de la ville de mars 2001 à juillet 2017, celui-ci ne rate jamais ce rendez-vous des catholiques lyonnais. Il a beau avoir cédé son fauteuil à son adjoint Georges Képénékian, il a tenu à être là. Comme ministre des Cultes, dira-t-il plus tard. Avant son homélie, le cardinal Barbarin le remercie publiquement de cette « fidélité qui continue ». Mais ne cache pas son étonnement. Deux jours plus tôt, l'ouragan Irma n'a-t-il pas dévasté les îles Saint-Martin et Saint-Barthélemy ? « Nous aurions été tristes de votre absence, mais très contents que vous ayez pu partir [là-bas] apporter du réconfort à des populations qui souffrent tant. C'était votre devoir et notre joie », commente le prélat, mi-chèvre, mi-chou. Sous la voûte de la basilique, il conclut, sans un sourire : « Personne ne doute de votre amour de Lyon et de cette maison ! »

Ainsi va Gérard Collomb, catho-compatible et franc-maçon assumé, membre d'une loge parisienne du Grand Orient de France (GODF). Place Beauvau, sa feuille de route, établie par Emmanuel Macron, propose de promouvoir une « laïcité de liberté ». Celle qui permet à chacun l'exercice de sa religion « à condition qu'il le fasse dans le respect des lois, de l'ordre public et des valeurs de la République ». A l'intransigeance laïcarde d'un Emile Combes, l'ex-socialiste dit préférer le pragmatisme d'Aristide Briand. Comme son modèle de la IIIe République, il défend la vision d'une loi de 1905 « respectueuse de toutes les croyances » et leur laissant « la faculté de s'exprimer librement ». « Je ne suis pas de ceux qui veulent reléguer les religions dans la sphère de l'intime, expliquait-il en 2013 devant le 1er synode de l'Eglise protestante unie de France. Je crois au contraire qu'elles ont toute leur place dans la vie de la cité. »

En seize ans, Lyon lui a largement servi de laboratoire. En mars 2002, une synagogue est incendiée dans le quartier sensible de la Duchère. Sur place, responsables juifs et →



**Assiduité** Gérard Collomb « ne rate jamais un repas du ramadan », assure le recteur de la grande mosquée, Kamel Kabtane *(au centre)*.

→ musulmans de la mosquée voisine manifestent ensemble leur indignation. Dans la foulée, le maire installe le groupe Concorde et solidarité regroupant les neuf chefs religieux lyonnais. Depuis, l'élu a réuni ce « G9 » à déjeuner à l'hôtel de ville, une ou deux fois par an, pour un dialogue « décontracté et confiant », selon un adjoint. Le ministre de l'Intérieur veut dupliquer la formule au niveau national, avec la création, avant la fin de l'année, d'une nouvelle instance interconfessionnelle. « Il est important de pouvoir porter une parole commune pour éviter les affrontements et apaiser les tensions », insiste Gérard Collomb. Lyon garde en mémoire l'image du 7 janvier 2015 : le soir de la tuerie de *Charlie Hebdo*, le cardinal Barbarin, le recteur de la grande mosquée, Kamel Kabtane, et le grand rabbin Richard Wertenschlag s'étaient retrouvés côte à côte sur une place des Terreaux noire de monde. « Il existe à Lyon une culture de la tolérance, car la paix est un bien supérieur, explique le père Christian Delorme, artisan du dialogue islamo-chrétien. Ici, les responsables religieux se connaissent humainement, ils ne sont pas seulement l'incarnation de leurs fonctions. » En 2007, Kamel Kabtane a remis les insignes d'officier de l'ordre national du Mérite à Philippe Barbarin. L'implication de tous a permis, en 2012, la mise en place d'une formation à la laïcité pour les cadres religieux et associatifs musulmans, délivrée par l'université Jean-Moulin et la « Catho » de Lyon.

Lyon, monts de piété ? Depuis les martyres de Blandine et de Pothin, premier évêque de Gaule, le christianisme a façonné la cité. Au XIXe siècle, Jules Michelet évoque l'opposition entre Fourvière, « la colline qui prie », et la Croix-Rousse, celle qui travaille, foyer de la révolte des canuts. Même la grande fête des Lumières, célébrée chaque 8 décembre, demeure indissociable de l'Immaculée Conception. « La population lyonnaise reste très attachée au catholicisme. Du coup, les élus caressent les croyants dans le sens du poil », estime Jean-Louis Kaigre, président de l'association Lumières laïques - Cercle Maurice-Allard.

Ce climat n'est pas nouveau. Figure du radical-socialisme et maire de Lyon de 1905 à 1957, Edouard Herriot a toujours témoigné de la bienveillance à l'égard de l'évêché. A la tête de la ville et de la métropole, Gérard Collomb a retenu la leçon. Comme ses prédécesseurs de droite, parmi lesquels Michel Noir et Raymond Barre, il a remis la cérémonie du vœu des Echevins à l'agenda du maire. Et tant pis si des grincheux voient dans ce serment d'allégeance à la Vierge une entorse à la séparation des pouvoirs politique et religieux. « J'assiste aux fêtes majeures des principaux cultes », répond-il simplement. « Il ne rate jamais un repas du ramadan », confirme le recteur Kabtane. En 2009, le maire a même accueilli 300 personnes dans un salon de l'hôtel de ville pour la rupture du jeûne. « Mais je n'ai jamais relevé chez lui une quelconque complaisance vis-à-vis de revendications communautaristes », admet un opposant. Plutôt que des repas casher ou halal, l'équipe Collomb a préféré proposer, en 2008, des menus végétariens dans les écoles lyonnaises. Par ailleurs, l'élu a appuyé les efforts des musulmans de la Duchère pour se débarrasser d'une minorité salafiste qui pratiquait l'entrisme : sur un terrain donné par la mairie, une nouvelle mosquée a été inaugurée en 2016. « De tous ces sujets on discute tranquillement face à face », avoue Kamel Kabtane.

Sur les sujets sociétaux, Gérard Collomb se montre volontiers conservateur. Très réservé sur le mariage homosexuel en 2012, le ministre de l'Intérieur l'est tout autant sur l'ouverture de la PMA à tous les couples. De quoi faciliter les échanges avec le cardinal Barbarin. En novembre 2016, ce dernier a emmené en pèlerinage au Vatican une délégation d'élus rhônalpins, conduite par Gérard Collomb et Laurent Wauquiez. Avec, en point d'orgue, une audience privée avec le pape François. « Gérard Collomb joue volontiers le VRP de Philippe Barbarin. A plusieurs reprises, il a publiquement pris la défense du cardinal quand celui-ci a été accusé d'avoir couvert un prêtre pédophile », souligne Nathalie Perrin-Gilbert, maire du Ier arrondissement de Lyon. Autrefois proche du baron local, l'élue de la gauche citoyenne reproche à ce dernier d'avoir abandonné « une valeur fondamentale de la gauche, l'émancipation de l'individu ». « Par électoralisme, il →

**Sur les sujets sociétaux, le ministre se montre volontiers conservateur**

## Bonne fille, Lyon sait se montrer généreuse avec les confessions

→ s'est engagé dans une cogestion de la ville avec les communautés religieuses », dit-elle, dans son bureau de la place Sathonay.

Bonne fille, Lyon sait se montrer généreuse avec les confessions. « On arrose tout le monde. Chaque religion a bénéficié, directement ou indirectement, d'une forme d'aide », sourit l'ancien adjoint écologiste Etienne Tête. Il y a, bien sûr, les réfections d'églises, de temples réformés ou de synagogues, prévues par la loi. La municipalité contribuera aussi à la rénovation de la basilique de Fourvière. La fondation privée qui possède les lieux espère une obole d'environ 1 million d'euros. Par le passé, d'autres subventions ont défrayé la chronique judiciaire. Comme l'enveloppe de 100 000 euros attribuée en 2005 à la communauté catholique italienne de Sant'Egidio pour une rencontre à Lyon. Ou celle de 16 000 euros accordée en 2013 au conseil régional du culte musulman (CRCM), installé à Villeurbanne. « Chaque fois, nous avons gagné devant les tribunaux », note l'ancien maire. S'il se défend de tout financement d'activités cultuelles, le camp Collomb entend mettre en lumière l'apport des religions à la société. Grâce à un coup de pouce de 480 000 euros, l'Espace culturel du christianisme à Lyon (Eccly) a ainsi pris ses quartiers en 2014 dans l'ancien hôpital de l'Antiquaille, sur la colline de Fourvière. Depuis 2008, la communauté juive dispose d'un lieu similaire avec l'espace Hillel.

Pour l'islam, c'est toujours plus compliqué. Un Institut français de civilisation musulmane (IFCM) devrait néanmoins voir le jour au premier semestre 2018. La ville, la métropole et l'Etat y investissent chacun 1 million d'euros sur un budget total de 6,6 millions. Pourtant, ce projet a failli capoter durant l'été 2016, lorsque Laurent Wauquiez a retiré le million promis par l'ancienne majorité régionale socialiste. Motifs officiels : la possible ingérence de contributeurs financiers, comme l'Algérie et l'Arabie saoudite, dans les contenus proposés au public et la localisation du bâtiment sur le terrain même de la grande mosquée. Des prétextes, balaie le recteur Kamel Kabtane, pour qui « Wauquiez est revenu sur sa parole pour de basses contingences politiciennes ». Dans les années 1990, déjà, la communauté musulmane avait dû batailler ferme avant d'arracher le site du boulevard Pinel, à la limite de Bron, où sera édifiée la grande mosquée.

Après le retrait de Wauquiez, Gérard Collomb s'est démené pour sauver le projet. Main dans la main avec le préfet de région, il a obtenu les modifications nécessaires pour garantir le contrôle des pouvoirs publics sur les orientations de l'IFCM. A savoir délivrer « une histoire laïque de la civilisation musulmane ». Suffisant pour convaincre les conseillers municipaux et métropolitains de voter les subventions prévues. « Collomb a été habile, tandis que Wauquiez a commis une faute politique, juge le père Delorme. Il est de la responsabilité de nos élus que l'islam se sente intégré dans la République. L'histoire retiendra qui a soutenu ce projet. »

Malgré son dénouement heureux, l'épisode laissera des traces. Même à Lyon, « ville d'un concordat qui ne dit pas son nom », dixit un militant laïque, la question d'un égal traitement des religions reste posée. A sujet explosif, ministre prudent. « Les religions présentes en France en 1905 ont droit à l'entretien de leurs bâtiments par les municipalités ou l'Etat. Aujourd'hui, la construction de mosquées grâce à des financements étrangers pose un problème d'influence. L'enjeu est réel, mais je ne sais pas encore ce que nous proposerons », admet Gérard Collomb. Son ami le grand avocat André Soulier est plus tranché : « On ne fera pas l'économie d'une mise à jour de la loi de 1905 ! » affirme-t-il. Celui qui fut l'adjoint de Raymond Barre et un proche de François Mitterrand y voit « l'occasion d'une rencontre avec l'islam et la condition de la paix future ». Facétieux, le pénaliste à la chevelure blanche rappelle qu'une des grandes fresques murales de la basilique de Fourvière célèbre la bataille navale de Lépante. Une victoire écrasante des chrétiens sur les Ottomans au XVIe siècle. Dans la nef, seul un œil initié reconnaîtra la scène : elle demeure muette, les prêtres du lieu ayant fait retirer toute indication à son sujet. Ces évocations guerrières suscitaient trop de trouble chez les visiteurs musulmans... ■



**Subvention** En 2015, la ville de Lyon a voté une enveloppe d'environ 200 000 euros pour la rénovation de la grande synagogue.

J. TROMPAT/CITIMAGES